

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Côte d'Ivoire.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 72 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

### 4.4 Modalités de mise en œuvre applicable à la modalité du projet

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>11</sup>.

#### 4.4.1 Gestion directe (subventions)

##### **Subventions : (Gestion directe)**

##### **a) Objet de la(des) subvention(s)**

Deux subventions sont prévues pour répondre à l'objectif spécifique 1: « les conditions pour l'appropriation de la RSE par le secteur privé ivoirien sont améliorées ».

##### **b) Type de demandeurs visés**

- Une organisation faitière du secteur privé (pour les résultats 1.1 « *Le cadre légal et réglementaire de la RSE est favorable à la RSE* » et 1.2 « *La structuration des organisations du secteur privé autour de la RSE est renforcée* »), sélectionnée **sur la base des critères suivants** :
  - regroupe les entreprises européennes présentes en Côte d'Ivoire ;
  - dispose d'une expérience de travail spécifique dans la RSE en Côte d'Ivoire ;
- Un opérateur financier privé (pour le résultat 1.3 « *Un écosystème d'entreprises engagées dans la RSE est soutenu* »), sélectionné **sur la base des critères suivants** :
  - spécialisation dans les investissements d'impact dans l'Afrique de l'Ouest et/ou en Côte d'Ivoire dans les petites et moyennes entreprises ;
  - possède une expérience solide de travail en partenariat avec des opérateurs financiers de la région dans le soutien financier et technique des petites et moyennes entreprises ;

##### **c) Justification d'une subvention directe**

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, les subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions à :

- « **Eurocham Côte d'Ivoire** » (organisation faitière du secteur privé)

<sup>11</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.